

DÉCLARATION DE M. LE JUGE *AD HOC* COT

Spécificité de la Caraïbe occidentale — Gestion multilatérale par un réseau de traités bilatéraux — Droits des Etats tiers affectés par l'arrêt — Allure baroque du tracé de la délimitation — Statut des Etats non parties à la convention de 1982 quant à la délimitation du plateau continental au-delà de 200 milles marins.

1. Je suis d'accord dans l'ensemble avec l'arrêt de la Cour. Mais j'ai de sérieuses réserves à formuler sur certains points.

2. Sur la question des droits des Etats tiers et de la gestion multilatérale de la Caraïbe occidentale, je pense que la perspective strictement bilatérale du litige qui est celle de la Cour conduit à des résultats regrettables.

3. Le litige dont la Cour est saisie dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)* est sans doute un litige bilatéral, opposant deux Etats sur des questions de souveraineté et de délimitation maritime. Mais il s'inscrit dans un cadre géographique plus large et très particulier : celui de la Caraïbe occidentale.

4. La Caraïbe occidentale comprend quatorze Etats riverains de la zone. Elle se caractérise par la densité des activités de toute nature dans un espace relativement limité. Densité et variété des activités économiques : au premier chef, la navigation à destination ou en provenance de cette voie de communication majeure qu'est le canal de Panama. Mais encore activités de pêche, de tourisme, récolte du guano — ce fut longtemps une ressource importante et convoitée —, exploitation du pétrole.

5. Ces activités se déploient dans un environnement fragile caractérisé par la présence d'atolls et de récifs coralliens, avec une richesse biologique remarquable. Les menaces pesant sur cet environnement sont nombreuses : surexploitation des ressources halieutiques, pollution, risque d'un accident pétrolier majeur comme l'a illustré le désastre de la plateforme pétrolière *Deepwater Horizon* dans le golfe du Mexique en 2010.

6. Pour prendre en compte ces divers problèmes, les Etats riverains ont conclu un ensemble d'accords bilatéraux ne concernant pas seulement la délimitation maritime. Ces accords établissaient une forme de gestion multilatérale informelle, une mise en œuvre de cet « ordre public des océans » pour reprendre la formule de McDougal et Burke¹. Ils concernaient, par-delà la délimitation des espaces maritimes, la protection de l'environnement marin, le partage de la richesse halieutique, l'exploitation des ressources, la recherche scientifique, la lutte contre le trafic de drogue, etc.

¹ Myres S. McDougal et William T. Burke, *The Public Order of the Oceans: A Contemporary International Law of the Sea*, New Haven, New Haven Press, 1987.

DECLARATION OF JUDGE *AD HOC* COT

[Translation]

Specific circumstances of the western Caribbean — Multilateral management through a network of bilateral treaties — Rights of third States affected by the Judgment — Overly complicated nature of the course of the delimitation — Status of States not parties to the 1982 Convention with respect to the delimitation of the continental shelf beyond 200 nautical miles.

1. In the main, I am in agreement with the Judgment of the Court. However, I have serious reservations about certain points.

2. On the question of the rights of third States and of the multilateral management of the western Caribbean, it is my view that the Court's strictly bilateral approach to the dispute leads to unfortunate results.

3. The dispute before the Court in the case concerning the *Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia)* is undoubtedly a bilateral one, in which two States are in conflict over issues of sovereignty and maritime delimitation. However, it falls within a wider and very specific geographical framework: that of the western Caribbean.

4. The western Caribbean is made up of 14 coastal States in the area. It is characterized by the density of a range of activities conducted in a relatively confined space. A density and variety of economic activities: to begin with, there is shipping, both to and from the major communications link represented by the Panama Canal. But also fishing, tourism, the collection of guano — which for a long time was an important and much sought-after resource — and the extraction of oil.

5. These activities take place in a fragile environment characterized by atolls and coral reefs, with a remarkable biological diversity. There are a great many threats to this environment: over-exploitation of fishery resources; pollution; risk of a major oil accident, as shown by the Deep-water Horizon oil platform disaster in the Gulf of Mexico in 2010.

6. To take account of these various problems, the coastal States concluded a series of bilateral agreements, not solely relating to maritime delimitation. Those agreements established an informal multilateral management régime, an application of the “public order of the oceans”, to borrow the expression used by McDougal and Burke¹. In addition to the delimitation of maritime spaces, they addressed the protection of the marine environment, the sharing of fish stocks, the exploitation of resources, scientific research, the fight against drug trafficking, etc.

¹ Myres S. McDougal and William T. Burke, *The Public Order of the Oceans: A Contemporary International Law of the Sea*, New Haven, New Haven Press, 1987.

7. La Cour ne saurait ignorer ces caractéristiques d'ensemble de la région et leurs conséquences juridiques, notamment la nécessité d'une gestion en commun par les Etats considérés de cet espace fragile. Son arrêt met malheureusement à bas ce cadre régional et redessine la géographie politique de la Caraïbe occidentale.

8. S'agissant des droits et intérêts des Etats tiers, j'ai voté contre la demande d'intervention du Costa Rica pour des raisons tenant à la bonne administration de la justice. J'ai en effet considéré que le Costa Rica avait pleinement fait valoir ses intérêts d'ordre juridique lors de la procédure relative à la requête à fin d'intervention et que la Cour était suffisamment informée pour pouvoir statuer en connaissance de cause et dans le respect des droits du Costa Rica. Je n'ai pas pour autant considéré que le Costa Rica n'avait aucun droit à faire valoir en l'espèce. La Cour doit tenir compte des droits des Etats tiers, que ceux-ci les aient fait valoir par la procédure d'intervention ou non (*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria; Guinée équatoriale (intervenant))*), arrêt, C.I.J. Recueil 2002, p. 421, par. 238).

9. Après avoir examiné l'affaire au fond, j'estime que les droits des Etats tiers sont affectés par l'arrêt. L'article 59 du Statut de la Cour ne leur assure pas, dans le cas d'espèce, une protection adéquate, compte tenu de la perspective choisie par la Cour.

10. Pour être plus précis, la Cour a décidé d'interrompre la délimitation des espaces maritimes entre les Parties dès lors que le tracé de celle-ci atteignait une zone délimitée par un accord conclu avec un Etat tiers. Le problème est que ces délimitations conventionnelles n'existent plus, du fait de la disparition de leur objet par la substitution du Nicaragua à la Colombie comme souverain ou titulaire de droits souverains dans les espaces considérés.

11. L'arrêt constate en effet — et à juste titre dans sa perspective — la nullité *ab initio* des accords passés par la Colombie avec ses voisins dans toutes leurs dispositions, pour autant que le Nicaragua se substitue à la Colombie comme cocontractant. Elle reconnaît ainsi cette situation lorsqu'elle rejette la demande présentée par le Nicaragua dans sa conclusion II afin d'obtenir une déclaration: «La Cour fait observer que la demande du Nicaragua est présentée dans le cadre d'une instance concernant une frontière maritime qui n'a jamais été tracée auparavant» (arrêt, par. 250).

12. Il résulte de la disparition de ces accords qu'aucune de leurs dispositions, notamment celles relatives à la délimitation des espaces maritimes, ne saurait lier le Nicaragua dans ses relations avec les Etats tiers. Et, réciproquement, aucun des Etats tiers n'est lié par ces dispositions dans ses relations avec le Nicaragua. Aucun de ces Etats ne saurait en particulier se voir opposer dans ses demandes de délimitation maritime un accord, devenu nul ou inexistant, convenu à partir de données politiques et géographiques différentes et en particulier à partir de lignes de base différentes, avec la Colombie.

13. Il aurait été plus judicieux pour la Cour d'interrompre la ligne de délimitation entre les deux Parties au point où les Etats tiers ne sauraient

7. The Court cannot ignore these overall characteristics of the region or their legal consequences, in particular the need for joint management of this fragile area by the States concerned. Regrettably, the Court's Judgment overturns this regional framework and redraws the political geography of the western Caribbean.

8. With regard to the rights and interests of third States, I voted against Costa Rica's request to intervene, for reasons associated with the sound administration of justice. I took the view that Costa Rica had fully asserted its legal interests during the proceedings relating to the Application for permission to intervene, and that the Court had been sufficiently informed to rule with a full knowledge of the facts and with respect for Costa Rica's rights. This is not to say that I thought that Costa Rica had no rights to assert in this case. The Court must take account of the rights of third States, whether the latter have asserted them through intervention proceedings or not (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*, Judgment, *I.C.J. Reports 2002*, p. 421, para. 238).

9. Having examined the case on the merits, I believe that the rights of third States are affected by the Judgment. In view of the approach taken by the Court, Article 59 of the Statute of the Court does not afford them adequate protection in this case.

10. To be more specific, the Court decided to end the line delimiting the Parties' maritime spaces where that line reached an area delimited by an agreement concluded with a third State. The problem is that those treaty-based delimitations no longer exist, since their object disappears with the substitution of Nicaragua for Colombia as the holder of sovereignty or of sovereign rights in the spaces concerned.

11. The Judgment records — and rightly so from its perspective — the nullity *ab initio* of every single provision of the agreements made by Colombia with its neighbours, where Nicaragua takes Colombia's place as a contracting party. The Court recognizes that situation when it rejects the request for a declaration made by Nicaragua in its second submission: "The Court observes that Nicaragua's request for this declaration is made in the context of proceedings regarding a maritime boundary which had not been settled prior to the decision of the Court." (Judgment, para. 250.)

12. As a result of the disappearance of those agreements, none of the provisions contained therein, particularly those relating to the delimitation of maritime spaces, can be binding on Nicaragua in its relations with the third States. Equally, no third State is bound by those provisions in its relations with Nicaragua. In particular, those States' maritime delimitation claims cannot be subject to an agreement, which has become null and void or ceased to exist, that was agreed on the basis of different political and geographical information, and, in particular, on different baselines, with Colombia.

13. It would have been more judicious for the Court to end the delimitation line between the two Parties at the point where third States could

avancer une revendication à l'aune du droit international général, en laissant de côté des accords conclus naguère, mais aujourd'hui nuls et donc sans pertinence pour le présent différend.

14. Quant à la délimitation opérée entre la côte continentale du Nicaragua et l'archipel de San Andrés, je lui trouve une allure baroque. La Cour aurait été bien inspirée de s'en tenir à sa jurisprudence passée en matière de délimitation maritime entre côtes opposées, notamment dans les affaires *Libye/Malte* et *Jan Mayen (Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte))*, arrêt, C.I.J. Recueil 1985, p. 13, et *Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1993, p. 38). Elle aurait pu y procéder en choisissant trois points de base sur les côtes respectives de chacune des Parties, suivant les indications de l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire de la *Délimitation maritime en mer Noire*², ceci afin de tracer une ligne médiane provisoire simplifiée constituée de deux lignes droites formant un angle d'environ 130 degrés à l'ouest de l'île de Providencia. Elle aurait ensuite opéré une translation vers l'est d'environ 25 minutes de cette ligne pour l'ajuster en tenant compte de l'importante disproportion entre les longueurs de côtes.

15. Cette ligne médiane ajustée, reflétant la direction générale de la côte continentale du Nicaragua, aurait eu le mérite d'une réelle simplicité. Elle n'aurait comporté qu'un point d'inflexion au lieu des quatre points d'inflexion retenus par la Cour (voir croquis n° 11: Tracé de la frontière maritime, p. 714). Elle aurait été plus fidèle à la jurisprudence passée de la Cour. Elle n'aurait pas contraint la Cour à pondérer d'une manière bizarre les points de base retenus pour tracer une sinusöide étrange (voir croquis n° 9: Construction de la ligne pondérée, p. 711). Elle n'aurait pas conduit la Cour à transformer ensuite cette ligne en un ensemble de segments de droite qu'il ne sera pas aisé de situer en mer pour la navigation ou l'exploitation des ressources dans le secteur.

16. Le résultat d'une ligne médiane simplifiée et transposée n'aurait pas été très différent de celui auquel la Cour est parvenu. Mais il aurait été plus évident, plus facile à expliquer et à justifier au regard du droit de la délimitation maritime. En raison de la simplicité de son tracé, une délimitation suivant une telle ligne aurait aussi été plus facile à situer et donc à respecter dans la mer Caraïbe par les nombreux et divers acteurs concernés.

17. Enfin, je trouve quelque peu confuses les déclarations de la Cour au sujet de la procédure engagée par le Nicaragua auprès de la Commis-

² *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2009, p. 105, par. 127:

«A ce stade du processus de délimitation, la Cour identifiera le long de la côte ou des côtes pertinentes des Parties les points appropriés qui marquent une modification significative de la direction de la côte de sorte que la figure géométrique formée par la ligne qui relie l'ensemble de ces points reflète la direction générale de la ligne de côtes. Les points ainsi retenus sur chaque côte auront, sur la ligne d'équidistance provisoire, un effet tenant dûment compte de la géographie.»

not advance a claim under general international law, leaving to one side the previously concluded agreements, now, however, null and void and thus of no relevance to the present dispute.

14. As to the delimitation effected between the mainland coast of Nicaragua and the San Andrés Archipelago, I find it overly complicated. The Court would have been well advised to follow its earlier jurisprudence in the matter of maritime delimitation between opposing coasts, in particular the *Libya/Malta* and *Jan Mayen* cases (*Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)*, Judgment, I.C.J. Reports 1985, p. 13 and *Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)*, Judgment, I.C.J. Reports 1993, p. 38). It could have proceeded by selecting three base points on the respective coasts of each Party, as indicated in the Judgment handed down by the Court in the case concerning the *Maritime Delimitation in the Black Sea*², and used these to draw a simplified provisional median line made up of two straight lines forming an angle of approximately 130° to the west of the island of Providencia. It could then have transposed that line eastwards by approximately 25 minutes, adjusting it to take account of the considerable disproportion between the coast lengths.

15. That adjusted median line, reflecting the general direction of Nicaragua's mainland coast, would have had the merit of simplicity. It would have included only one turning point instead of the four adopted by the Court (see sketch-map No. 11 "Course of the maritime boundary", p. 714). It would have followed the Court's previous jurisprudence more closely. It would not have compelled the Court to give bizarre weightings to its chosen base points in order to plot a strange sinusoid (see sketch-map No. 9 "Construction of the weighted line", p. 711). It would not have led the Court to then transform that line into a group of straight-line segments, which will not be easy to locate at sea for the purpose of navigation or the exploitation of resources in the area.

16. The result of a simplified and transposed median line would not have been very different from that achieved by the Court. But it would have been clearer, and both simpler to explain and to justify in terms of maritime delimitation law. Because of its simplicity, a delimitation line following such a course would have been easier for the many and varied players in the Caribbean Sea to locate and thus to respect.

17. Finally, I find the Court's statements on the proceedings instituted by Nicaragua before the Commission on the Limits of the Continental

² *Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, Judgment, I.C.J. Reports 2009, p. 105, para. 127:

"In this stage of the delimitation exercise, the Court will identify the appropriate points on the Parties' relevant coast or coasts which mark a significant change in the direction of the coast, in such a way that the geometrical figure formed by the line connecting all these points reflects the general direction of the coastlines. The points thus selected on each coast will have an effect on the provisional equidistance line that takes due account of the geography."

sion des limites du plateau continental. La Cour souligne à juste titre l'importance de la convention :

«La Cour rappelle que, aux termes de son préambule, la CNUDM a pour objet d'établir «un ordre juridique pour les mers et les océans qui facilite les communications internationales et favorise les utilisations pacifiques des mers et des océans [ainsi que] l'utilisation équitable et efficace de leurs ressources»; il y est également souligné que «les problèmes des espaces marins sont étroitement liés et doivent être envisagés dans leur ensemble».» (Arrêt, par. 126.)

18. J'applaudis! Mais c'est la phrase suivante qui me pose problème: «Eu égard à l'objet et au but de la CNUDM, tels qu'exposés dans son préambule, le fait que la Colombie n'y soit pas partie n'exonère pas le Nicaragua des obligations qu'il tient de l'article 76 de cet instrument.» La Cour observe que nombre de dispositions de la convention expriment aujourd'hui des règles incorporées dans le droit coutumier général. Elle note en particulier l'accord des Parties pour reconnaître que les articles 74 et 83 de la convention, ainsi que l'article 121, sont à considérer comme déclaratoires du droit coutumier (*ibid.*, par. 138). La Cour confirme que l'article 121, relatif au statut juridique des îles, forme un tout indivisible et faisant partie du droit international coutumier (*ibid.*, par. 139).

19. Toutefois, je reste sceptique lorsque la Cour en déduit que le Nicaragua est tenu, vis-à-vis de la Colombie, de respecter les obligations qui lui incombent au titre de l'article 76, paragraphe 8, de la convention pour fixer la limite extérieure de son plateau continental au-delà des 200 milles marins. Cette obligation s'impose sans doute dans les relations entre le Nicaragua et les autres Etats parties à la convention. Mais elle ne me paraît pas pertinente dans l'instance présente. Il est difficile de considérer le paragraphe 8 comme une expression du droit coutumier. La disposition institue une procédure particulière à laquelle les Etats non membres n'ont pas accès. L'article 76, paragraphe 8, est donc *res inter alios acta* pour la Colombie.

20. Le point vaut d'être souligné dans une perspective régionale. Des Etats côtiers importants (Colombie, Venezuela, Etats-Unis d'Amérique), dont la souveraineté s'étend à la bonne moitié des côtes continentales qui enserrant la mer Caraïbe, ne sont pas parties à la convention. Ils ne sauraient être affectés par les procédures prévues par la convention pour la détermination de la limite extérieure du plateau continental. En la présente espèce, la Cour aurait dû s'en tenir à l'examen des éléments de preuve produits dans le cadre de la procédure judiciaire afin de rejeter la demande du Nicaragua de délimiter son plateau continental au-delà de 200 milles marins. Je rejoins totalement sur ce point les vues exprimées par le juge *ad hoc* Mensah.

(Signé) Jean-Pierre Cot.

Shelf somewhat muddled. The Court rightly underlines the importance of the Convention:

“The Court recalls that UNCLOS, according to its Preamble, is intended to establish ‘a legal order for the seas and oceans which will facilitate international communication, and will promote the peaceful uses of the seas and oceans, the equitable and efficient utilization of their resources’. The Preamble also stresses that ‘the problems of ocean space are closely interrelated and need to be considered as a whole’.” (Judgment, para. 126.)

18. I applaud this! However, it is the following sentence that I find problematic: “Given the object and purpose of UNCLOS, as stipulated in its Preamble, the fact that Colombia is not a party thereto does not relieve Nicaragua of its obligations under Article 76 of that Convention.” The Court observes that several of the Convention’s provisions reflect rules which today are incorporated into general customary law. It notes, in particular, the Parties’ agreement that Articles 74 and 83 of the Convention, and Article 121, are to be considered declaratory of customary international law (*ibid.*, para. 138). The Court confirms that Article 121, relating to the legal status of islands, forms an indivisible régime and has the status of customary international law (*ibid.*, para. 139).

19. However, I remain sceptical of the Court’s finding that Nicaragua is bound, vis-à-vis Colombia, to respect its obligations under Article 76, paragraph 8, of the Convention, in order to delineate the outer limit of its continental shelf beyond 200 nautical miles. That obligation must undoubtedly be respected in relations between Nicaragua and the other States parties to the Convention. However, in my view, it is not pertinent in the present case. It is difficult to regard paragraph 8 as an expression of customary law. The provision institutes a specific procedure which is not accessible to non-member States. Article 76, paragraph 8, is thus *res inter alios acta* for Colombia.

20. The point is worth emphasizing from a regional perspective. Some important coastal States (Colombia, Venezuela, the United States of America), which have sovereignty over a good half of the mainland coast surrounding the Caribbean Sea, are not parties to the Convention. They cannot be affected by the procedures provided for therein for the determination of the outer limit of the continental shelf. In the present case, the Court should have confined itself to examining the evidence set forth during the judicial proceedings in order to reject Nicaragua’s claim for a delimitation of its continental shelf beyond 200 nautical miles. On this point, I fully support the views expressed by Judge *ad hoc* Mensah.

(Signed) Jean-Pierre COT.